

Sacrifier nos acquis ? Non merci !



Négo-Info 2 - Compte rendu SUD de la négociation sociale du 26 mars 2015

Direction et organisations syndicales se sont rencontrées le jeudi 26 mars pendant trois heures pour échanger sur le projet d'"accord d'entreprise" que le PDG Emmanuel Hoog avait présenté une semaine plus tôt (voir notre compte rendu de la première réunion¹). Rappelons que ce texte "*propose*" notamment de **supprimer les RTT** aux ouvriers, employé-e-s et journalistes des desks, et de n'en laisser plus que 7 sur actuellement 18 aux autres journalistes, ainsi qu'aux cadres administratifs et techniques. Le tout, avec le but proclamé de "*dégager de nouvelles marges*" pour des augmentations salariales - surtout sous forme de primes et promotions. En clair, **un sacrifice collectif, au profit de quelques-uns. Non merci !**

Si le projet de la direction est très précis sur les **acquis sociaux qui seraient supprimés**, il reste en revanche muet sur les éventuelles contreparties. **Les syndicats** ont souligné ce point, ainsi que le **vide du texte de la direction**, qui avait été présenté comme projet pouvant à terme se substituer à l'ensemble des accords d'entreprise en vigueur (sauf celui sur les droits d'auteur).

Avec d'autres organisations, *SUD* a demandé à la direction de présenter sur chaque sujet de discussion un tableau, qui recenserait précisément **les acquis actuels**, pour les comparer à ceux prévus par les *textes qui seraient appliqués si nos accords et usages actuels n'étaient plus en vigueur*. Dans une 3e colonne de ce tableau, la direction devrait sur chaque sujet *préciser ce qu'elle souhaite conserver ou supprimer*, en chiffrant les économies escomptées. Cette méthode permettrait à chacun de se faire son opinion. Prochaine réunion prévue le 8 avril.

Il y a un an, le PDG avait claironné que "*l'issue positive*" du contentieux avec Bruxelles ouvrirait la perspective d'un **financement pérenne et sécurisé de l'AFP**. La réalité est beaucoup moins rose ; il s'avère que cette perspective est construite sur des **sacrifices sans fin** pour les salariés et sur une remise en cause progressive de notre mission d'intérêt général.

Confrontés à la même logique que nous, **les salariés de Radio France montrent la voie**. En grève depuis le 19 mars, ils résistent en défendant les valeurs et les idéaux du service public de l'audiovisuel.²

Comme eux, le 9 avril, nous serons des milliers dans la rue, pour dire - avec les syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires :

**Stoppons cette course folle vers toujours plus d'austérité !
Reprenons l'offensive, retrouvons la force de l'action collective !**

Paris, le 27 mars 2015

SUD-AFP (Solidaires-Unitaires-Démocratiques)

www.sud-afp.org - contact@sud-afp.org - Twitter : @SUDAFP



Verso : appel régional intersyndical Ile-de-France pour le 9 avril

¹ <http://www.sud-afp.org/spip.php?article334>

² Cf. <http://www.sud-afp.org/spip.php?article335>



UNIS CONTRE L'AUSTERITE VERS UNE GRANDE MOBILISATION UNITAIRE LE 9 AVRIL

Depuis des années, les organisations syndicales d'Île-de-France CGT-FO, CGT, FSU et SOLIDAIRES se mobilisent pour lutter contre les reculs sociaux imposés par les gouvernements successifs. C'est dans cette logique et dans l'unité que nous avons dénoncé la loi dite de « Sécurisation de l'emploi », la contre-réforme des retraites, le pacte de responsabilité mais aussi la loi MACRON contre laquelle les salariés ont manifesté dès le 26 janvier, premier jour du débat à l'Assemblée Nationale.

Aujourd'hui, alors que le gouvernement utilise le 49-3 pour faire passer en force son projet au mépris de la représentation parlementaire, il est nécessaire de poursuivre et d'amplifier cette lutte contre les politiques d'austérité, pour sortir de la crise et relancer l'économie.

Imposées par le FMI, la Banque Centrale Européenne et l'Union Européenne, ces politiques d'austérité ont des conséquences désastreuses pour les salariés, les retraités et les chômeurs. Les populations les subissent avec de plus en plus de violence comme en Grèce, en Espagne, mais aussi au Portugal, en Irlande et plus largement dans l'ensemble de l'Europe.

Plus de précarité, plus d'exclusions, plus de misère, c'est la dure réalité de cette politique voulue par la Commission Européenne mise en œuvre par les gouvernements qui au nom d'une hypothétique relance économique attaque les acquis sociaux et les droits des salariés. Le projet de loi Macron s'inscrit dans cette logique et constitue un danger pour tous les salariés : il facilite et accélère les procédures de licenciements, il banalise le travail de nuit et du dimanche, il remet en cause la justice prud'homale...

Dans le même temps de nombreuses luttes voient le jour dans les entreprises du Privé et du Public sur Salaire, Emploi, conditions de travail...

Les Unions Régionales CGT, CGT-FO, FSU et SOLIDAIRES, réunies le 26 février 2015, s'engagent une nouvelle fois de façon déterminée, dans une action de grève interprofessionnelle et de manifestation afin de faire aboutir les revendications :

- Augmentation des salaires (Public et Privé), des retraites, des pensions et des minimas sociaux
- Réduction du chômage, instauration de droits nouveaux pour les salariés et leurs représentants dans les entreprises.
- Création d'emplois en changeant de politique économique.
- Préservation des droits de tous les régimes sociaux.
- Garantie et développement du service public.

Ce sont des priorités sociales qui relanceront la consommation et l'emploi pour aboutir à une meilleure répartition des richesses. C'est pourquoi les organisations syndicales décident en commun de porter ces revendications et d'exiger du gouvernement et du patronat qu'ils y répondent.

Conscientes de leurs responsabilités, la CGT, CGT-FO, FSU et SOLIDAIRES appellent les retraités, les chômeurs, les salariés du Public et du Privé à agir et à participer massivement le Jeudi 9 avril 2015 à la journée nationale d'action de grève et de manifestation.

Paris, le 2 mars 2015